

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

Complexité et précarité de la situation géopolitique en Méditerranée

Maria Grazia Melchionni

Université de Rome "La Sapienza"

Le mot 'changement' caractérise notre époque et je parlerai ici des changements en cours dans la région méditerranéenne en les envisageant sous deux angles différents: d'une part celui de la situation géopolitique qui s'y est créée et, de l'autre, des perspectives *sui generis* qui se dessinent.

Pour expliquer les développements actuels de la politique d'intégration de l'UE, il faut d'abord parler de la complexité et de la précarité de la situation géopolitique en Méditerranée.

Cette complexité fait l'objet de cet article et, dans un autre, qui sera publié dans le prochain numéro du *Bulletin européen*, je parlerai plus précisément des développements de la politique méditerranéenne de l'Union européenne. Il existe, aujourd'hui, deux carrefours importants pour la com-

munication maritime globale: la Méditerranée et la région du Pacifique entourant l'archipel de Malaisie avec le détroit de Malacca.

Du point de vue de la sécurité, ces deux régions sont extrêmement importantes.

Le détroit de Malacca est la voie maritime la plus fréquentée et la plus importante au monde sur le plan stratégique. Rappelons que les ambassades de Kuala Lumpur comptent un attaché militaire dans leur personnel. Les économies rampantes du Nord-Est asiatique en dépendent pour leurs fournitures d'énergie et de matières premières ainsi que pour l'exportation de leur production. De là, cette région est devenue récemment un lieu où s'affrontent les grandes puissances, en particulier la Chine et les États-Unis avec leurs alliés

(le Japon et l'Australie s'y montrant particulièrement actifs).

La plus grande partie de la population musulmane mondiale réside dans le Sud-Est asiatique et le radicalisme islamique (Al-Qaïda, liée à la Jemaah Islamiyah responsable de l'attentat de Bali de 2002, et d'autres groupes ethno-nationalistes) cherche à y augmenter son influence. C'est la raison pour laquelle les États-Unis,

Les détroits du Bosphore et des Dardanelles relient l'Occident au Caucase et à l'Asie centrale, régions connues pour l'importance de leurs ressources énergétiques.

De nombreuses routes maritimes mondiales passent par Gibraltar et Suez, empruntées aussi bien par des pétroliers, des bateaux porte-containers que par des bateaux de guerre.



Le prof. Maria Grazia Melchionni lors d'une conférence à la Fondation Européenne Dragan de Rome

après le 11 septembre 2001, considèrent cette région comme le deuxième front de la guerre globale contre le terrorisme (*Gwot*).

La Méditerranée relie le Nord et le Sud de la planète, ainsi que l'Ouest et l'Est du continent eurasiatique.

Cette mer est traversée par des gazoducs et des oléoducs sous-marins vulnérables en cas de guerre et d'attentats terroristes.

La Méditerranée est une petite mer fermée, particulièrement exposée aux dégradations environnementales et à la

confrontation culturelle, si les différends politiques, idéologiques, économiques et sociaux existant entre les peuples vivant sur ses rives ne sont pas résolus par un dialogue continu et global.

Les problèmes de ces régions concernent la sécurité dans son ensemble: stratégique, énergétique, environnementale et humaine et s'ajoutent aux tensions traditionnelles qui sous-tendent les relations entre les différents États.

Ils doivent donc être traités sur différents plans à la fois: politique, économique et social. Il faut essayer de développer la coopération régionale et internationale plutôt que chercher à imposer de l'extérieur des solutions "transformatrices" imposées par la guerre contre le terrorisme global (la *diplomacy of transformation* de Condoleezza Rice).

L'Italie occupe une position centrale en Méditerranée et les pays riverains des nœuds de communication maritime ont un rôle majeur à jouer: l'Espagne et le Maroc avec Gibraltar, la Turquie avec les Dardanelles et l'Égypte avec Suez. La Libye, avec sa position centrale et ses vastes criques, joue, elle aussi, un rôle important dans ce scénario.

La Méditerranée n'est donc pas seulement un grand lac euro-africain. Si l'Europe a occupé l'autre rive aux XIX^e et XX^e siècles, c'est aussi une région où les États-Unis ont été présents dès la fin du XIX^e siècle et où ils se sont installés solidement – avec tous les moyens nécessaires, y compris des universités et des écoles – après la Deuxième Guerre mondiale. Au départ, pour les Usa, il s'agissait simplement de contrer le bloc soviétique et son *leadership* maritime globale, puis aussi de contrôler le *status quo* du Moyen-Orient, c'est-à-dire Israël et les ressources énergétiques. Après le 11 septembre, ils ont cherché à renforcer leur influence au Maghreb également, traditionnellement davantage tourné vers l'Europe.

Quant aux autres pays qui ont joué un rôle historique dans la région méditerranéenne, la Grande-Bretagne semble satisfaite d'avoir laissé sa place aux États-Unis – ceux-ci l'ont remplacée comme première puissance maritime globale, et ce définitivement après la crise de Suez (1956) – dans la protection de cette voie de communication primordiale vers la mer Noire et l'Océan Indien qu'a toujours été la Méditerranée; la France, par contre, avec l'arrivée au pouvoir d'une génération qui n'a pas vécu les traumatismes de la décolonisation et qui n'a pas de complexes quant à la guerre d'Algérie, veut de nouveau avoir voix au chapitre; la Russie, enfin, n'a jamais cessé d'être plus ou moins présente sur le plan économique et diplomatique dans différents pays et cherche aujourd'hui à exister militairement en Méditerranée en installant une base maritime en Libye.

Que ce soit dans le bien et dans le mal, les relations entre les rives de la Méditerranée ont été très étroites. A partir des années soixante-dix, l'Europe a servi de base de départ aux activités terroristes des réfugiés politiques et des clandestins d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient contre l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, mais aussi contre les États-Unis et l'Europe; par la suite, dans les années quatre-vingt-dix, l'instabilité et l'extrémisme se sont répandus le long de deux axes: Nord-Est (des Balkans au Caucase) et Sud-Sud-Est (de l'Afrique du Nord au Moyen-Orient et au Golfe Persique). Cette nouvelle donnée a immédiatement obligé l'Otan à réorienter sa force d'attraction centripète et son équilibre stratégique dans cette direction.

En 1991, le problème de la stabilité en Méditerranée a été inclus dans le nouveau Concept stratégique de l'Alliance et, en 1996, a été adopté un programme de Dialogue méditerranéen pour développer la coopération bilatérale et multilatérale en matière de politique et de sécurité. Ce programme a impliqué plusieurs pays de

la rive sud de la Méditerranée. Parmi les premiers, citons l'Égypte, le Maroc, Israël et la Tunisie.

Le Dialogue s'est heurté à la méfiance du monde arabe à l'égard de l'Occident, héritée du colonialisme et de la guerre froide. L'évolution de la question palestinienne n'y a pas été étrangère non plus, de même que la pression occidentale sur les droits de l'homme et les réformes institutionnelles que les arabes considèrent comme une ingérence.

Il s'est pourtant poursuivi dans le temps pour les opérations de *peacekeeping* et s'est enrichi de nouveaux membres et de nouvelles formes de coopération, y compris militaire.

Cela lui a permis d'obtenir quelques résultats en matière de *confidence building* tout autres que négligeables, qui se sont matérialisés, en particulier, dans l'échange d'informations utiles dans la lutte contre le terrorisme.

Dans ce secteur, l'intérêt commun étant de développer la coopération, les Américains ont rapidement mis à disposition leur espionnage satellitaire et les Nord-Africains leur réseau d'informations et l'expérience accumulée avec les opérations menées dans le désert.

En 1999, lorsque le Concept stratégique de l'Alliance a été revu, il a été tenu compte de l'augmentation de l'importance de la Méditerranée et le Dialogue s'est transformé en un partenariat pour la paix plus orienté à la coopération civile que militaire.

Après le 11 septembre, l'extension de l'engagement militaire de l'Otan à l'Afghanistan et à l'Irak et la perspective de créer un Grand Moyen-Orient ont conduit à la création de l'Initiative de Coopération d'Istanbul (Ici, 2004) avec les pays du Conseil de coopération du Golfe, dessein stratégique qui s'est soldé par un échec de même

que l'idée qui avait présidé à sa création.

Le plus regrettable dans cette affaire est que le Dialogue n'ait pas réussi à s'intégrer aux autres opérations de grande envergure lancées par l'UE en Méditerranée, comme le processus de Barcelone et la Nouvelle politique de Proximité (Nep), pour la simple raison que les intérêts des Américains et ceux des Européens en Méditerranée, au Moyen-Orient et dans le Golfe Persique ne coïncident pas totalement.

Francesco Palmas a montré comment l'approche essentiellement bilatérale adoptée dans le Dialogue a empêché, par suite de la fragmentation de l'axe méridional due aux nationalismes, le développement d'un dialogue multilatéral et, donc, de réaliser le système de sécurité régionale intégré prévu dans le projet initial.

Palmas montre que, avec la diffusion des armes chimiques et bactériologiques et la fourniture de missiles à moyenne et longue portée à des groupes et des pays méditerranéens par des puissances qui, autrefois, étaient étrangères à cette région (Chine, Pakistan, Corée du Nord, Iran) et la pression de l'islam radical et du nationalisme, la Méditerranée court le risque d'être le théâtre de guerres asymétriques.

À ses yeux, seule une solution équitable de la question palestinienne pourrait débloquer des tensions qui se sont dangereusement cristallisées¹.

Mais sur la Méditerranée et, en particulier, sur les développements d'une politique méditerranéenne de l'Union européenne, nous reviendrons dans un prochain article qui sera publié dans ces colonnes.

¹ Francesco Palmas, *L'Otan dans la Méditerranée élargie*, "Rivista di studi politici internazionali", 2008, 4.

HISTOIRE DU CHRISTIANISME ET DU DIALOGUE ŒCUMÉNIQUE

“LES DEUX POUMONS DE L’EUROPE”: LE CHRISTIANISME ENTRE L’ORIENT ET L’OCCIDENT

FONDATION EUROPÉENNE DRAGAN

Siège de Rome: Foro Traiano, 1/A (Piazza Venezia) - Tél. 06 6797785
Secrétariat général: Milan - Tél. 02 58371400

~ **Entrée libre** ~

Jeudi, 22 janvier 2009, 17 h 15

**Le christianisme byzantin:
élément crucial de la tradition
et de l’identité européenne**

Prof. Antonio Rigo

Professeur de Philologie byzantine
Université de Venise “Ca’ Foscari”

Jeudi, 5 février 2009, 17 h 15

**L’héritage paulinien
dans l’histoire de l’Église latine
et dans les Églises orientales**

Prof. Onorato Bucci

Professeur d’Institutions de Droit romain
Université des Études du Molise
Membre du Comité
pontifical de Sciences historiques

Jeudi, 19 février 2009, 17 h 15

**L’Église orthodoxe
et l’identité européenne**

Prof. Roberto Morozzo della Rocca

Professeur d’Histoire de l’Europe orientale
Université des Études “Rome Tre”

Jeudi, 5 mars 2009, 17 h 15

**Athénagoras et son rôle historique
dans le dialogue œcuménique**

Valeria Martano

Communauté de Sant’Egidio

Jeudi, 19 mars 2009, 17 h 15

**La vision du patriarche œcuménique
de Constantinople Bartholomée I^{er}**

Mons. Vincenzo Paglia

Évêque de Terni Narni Amelia

Jeudi, 2 avril 2009, 17 h 15

**Perspective d’une élite intellectuelle:
Andrei Scrima et l’Occident**

Prof. Enrico Montanari

Professeur de Fondamentaux historiques
des Religions
Université de Rome “La Sapienza”

Jeudi, 16 avril 2009, 17 h 15

**L’art chrétien:
pont entre l’Orient et l’Occident**

Mons. Pasquale Jacobone

Conseil pontifical de la Culture
Université pontificale grégorienne

Jeudi, 2 avril 2009, 17 h 15

**Orthodoxes et catholiques
au-delà des transferts de l’Empire.**

**Une symphonie possible
entre différence culturelle
et tentations du pouvoir**

Prof. Giulio Cipollone

Université pontificale grégorienne

Le retour de l'Europe centro-orientale dans l'espace commun européen

Prof. Pietro Grilli di Cortona

Université de "Rome Tre"

De deux Europes à une Europe unifiée

L'histoire récente de l'Europe centro-orientale a été marquée par deux dates importantes: 1989, année où s'amorce le processus qui conduira ces pays à se libérer du joug du communisme, et 2004, année où entrent en Europe huit de ces pays (République tchèque, Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovaquie, Slovénie et Hongrie), auxquels s'ajouteront par la suite la Bulgarie et la Roumanie en 2007. Quelques-uns de ceux-ci sont déjà entrés (ou sont sur le point de le faire) dans la zone euro (Slovénie) et d'autres (les jeunes démocraties balkaniques) semblent avoir sérieusement l'intention d'entrer dans l'UE, même s'il existe encore des obstacles pour leur complète intégration.

Depuis deux cents ans, l'Europe centro-orientale est une région géopolitique écrasée par le voisinage de grandes puissances qui ont toujours cherché à en limiter la souveraineté. Il suffit de rappeler les événements suivants:

1. – le partage de la Pologne (à la fin du dix-huitième siècle);
2. – le Congrès de Vienne (1815);
3. – les traités qui ont mis fin à la Première et à la Deuxième Guerre mondiale (1919);
4. – l'assujettissement, de l'extérieur, même si cela a été avec des modalités et à des époques différentes, au modèle de pouvoir communiste (1945-1948), à la seule exception des républiques yougoslave et

albanaise nées, en grande partie, d'une révolution interne;

5. – les efforts de l'Urss, pendant quarante ans, pour empêcher par tous les moyens toute évolution spontanée de ces régimes (Berlin, 1953; Pologne et Hongrie, 1956; Tchécoslovaquie, 1968; Pologne, 1980-81);

6. – enfin, les modalités mêmes d'ouverture des transitions démocratiques (1989-1990) ont été déclenchées par un changement de la garde dans le pouvoir soviétique (avril 1985, arrivée de Gorbatchev au secrétariat du Pcus).

Nous pourrions en rappeler d'autres. Si nous nous limitons à ces dernières décennies, nous constatons que toute l'histoire de ces pays, de la Deuxième Guerre mondiale à nos jours, a été conditionnée par les événements de la politique soviétique.

Deux facteurs fondamentaux expliquent la durée du pouvoir de veto soviétique sur l'évolution spontanée de l'Europe orientale: l'un international et l'autre interne.

La raison internationale et géopolitique se réfère à l'impératif stratégique de maintenir le partage de l'Allemagne.

La raison interne, par contre, vient de la crainte des conséquences que pourrait avoir, au sein de la Fédération, tout processus de réforme entamé et toléré dans l'une ou l'autre région de l'empire.

Comme les événements qui ont suivi l'ont démontré, l'intégrité de l'Urss était directement liée à l'équilibre politique de toute l'Europe orientale et assurée par son maintien (Whitehead, 386).

Avec l'ouverture des transitions en

1989, l'élément international a joué un rôle déterminant dans au moins deux des orientations dominantes à l'intérieur de ces pays: l'attraction de l'Occident, ce qui signifie concrètement le désir croissant de faire partie de l'Union européenne et de l'Otan, d'une part, et, de l'autre, la volonté d'échapper aux influences de Moscou et de ne plus être des satellites de l'Urss. L'ouverture démocratique en Europe orientale s'est produite, en effet, à l'enseigne d'une grave inconnue: quelles allaient être les réactions soviétiques (la désagrégation de l'Urss n'a pas commencé avant les années 90-91) et d'une crainte: le retour dans l'orbite soviétique ne risquait-il pas d'interrompre le processus de démocratisation, un sentiment qui était particulièrement vif pendant les premiers mois de la transition, surtout en Pologne et en Hongrie.

L'UE a joué un rôle décisif dans le développement des démocraties post-communistes. Elle l'a fait en se servant de la conditionnalité. Cette méthode, utilisée surtout pas les organisations internationales et européennes, représente le plus intéressant des efforts internationaux pour déterminer de l'extérieur le développement et le résultat d'un changement de régime, exception faite de l'occupation militaire (Pridham, 2000). Le soutien est à la fois matériel (ressources, investissements, financements, aide technique) et politique et demande un contrôle continu des développements internes des pays sous observation.

La conditionnalité comprend tant une dimension de contrainte ou de menace de sanctions qu'une promesse de récompense si les paramètres sont atteints (Pisciotta, 2000). Aujourd'hui, les néo-démocraties de l'Europe centro-orientale ne bénéficient de la conditionnalité européenne que si elles décident de s'y soumettre volontairement et d'en payer les coûts pour obtenir les avantages découlant de leur future adhésion. En d'autres mots, le facteur inter-

national "conditionnalité européenne" a un effet positif et contribue à accélérer la démocratisation et à la consolider, lorsqu'il existe un facteur interne de démocratisation (élite, opinion publique) en mesure de recevoir et de seconder les poussées européennes. Il faut cependant dire que les États de l'ancien empire soviétique perçoivent leur position par rapport à la politique internationale post-soviétique de deux manières différentes. Les États les plus à l'Ouest subissent l'attraction de l'UE et de l'Otan: ils y voient une manière de se libérer de l'influence mortifère de la puissance russe qu'ils ont subie pendant des décennies, alors que ceux le plus à l'Est n'ont pas les mêmes ambitions et ont même peur de l'Occident (cette ligne de démarcation partagée, par exemple, l'Ukraine). Chez eux, le facteur international constitue un obstacle à la démocratisation.

Les transitions dans les pays de l'Est européen se produisent à une époque (début année 90) où la démocratie semble avoir écrasé toutes les idéologies concurrentes et tout autre modèle institutionnel alternatif: fascisme, communisme et militarisme ont l'air définitivement dépassés. L'"esprit des temps", dont parlent Linz et Stepan (2000, 1^{er} vol., pp. 118 sq.) favorise des solutions démocratiques un peu partout, mais les résultats les meilleurs sont obtenus dans les États les plus proches de l'Europe occidentale. Pourquoi?

L'une des raisons est certainement la nature composite et différenciée des transitions démocratiques dans les pays de l'Est européen. La transition du modèle communiste à la démocratie a, en effet, des facettes multiples qui intéressent:

1. – le système politique, avec la restauration de la démocratie, l'abandon des vieilles structures du régime précédent, la reviviscence des parlements, la légalisation des partis et des syndicats, l'indépendance des magistratures et des bureaucraties, etc.;

2. – le système économique, avec la transformation des économies socialistes en économies de marché qui a des conséquences importantes dans le combat politique, la mobilité sociale, la physionomie de la société civile et la nature des problèmes sociaux;

3. – la forme de l'État, notamment là où la chute du communisme remet en discussion les relations entre les pouvoirs centraux et les pouvoirs périphériques, entre nationalités ou entités sous-étatiques dominantes et subordonnées. En d'autres termes, il suffit de voir que les nouveaux scénarios nationaux mettent à nu le caractère quelquefois éphémère des formes d'État antérieures (Allemagne orientale, Tchécoslovaquie, Urss, Yougoslavie) et relancent, de toute manière, l'autonomie et l'indépendance nationale après des décennies de "souveraineté limitée". Là où il existait autrefois neuf États, il y en a aujourd'hui vingt-neuf avec le dernier "né", le Kosovo;

4. – la place occupée à l'international et le système d'alliances d'appartenance. Après la fin du Pacte de Varsovie et du Comecon, ces pays se retrouvent dans le système des alliances occidentales en adhérant (ou en espérant adhérer) à l'Union européenne ou en entrant dans le système de l'Otan.

Il est évident que plus ces transitions agissent simultanément dans un même pays, plus la pression devient critique et peut entraver le passage à la démocratie. Et ce n'est pas tout. L'une des questions les plus intéressantes aujourd'hui est la suivante: quels sont les héritages politiques des pays de l'Est européen? Ce qui est certain c'est que les legs du passé expliqueront la différence de parcours de chaque pays (type de transition démocratique et niveau de succès de celle-ci, différends politiques majeurs, physionomie des institutions internes, modèles des politiques publiques, choix internationaux successifs), ainsi

que les différents types d'interaction avec l'Union européenne. Pour avoir une idée, même très sommaire, de cet héritage, il suffit de poser les deux questions suivantes:

1. – de quelles tensions internes et de quels problèmes liés à la forme d'État chaque pays a-t-il hérité du passé?

2. – s'agit-il d'une première ou d'une deuxième démocratisation? Cette circonstance est importante, car la démocratisation sera plus ou moins réussie. De nombreux auteurs l'ont montré, en cas de deuxième démocratisation, l'État peut bénéficier d'un patrimoine d'expériences qui aident au succès du processus de rétablissement de la démocratie en évitant, par exemple, de répéter les erreurs du passé.

Causes et contexte de l'élargissement

Nous traitons ce sujet du point de vue de l'Europe et nous savons que l'élargissement constitue l'une des valeurs essentielles de l'Union, l'un de ses objectifs fondamentaux.

L'Europe des six issue des Traités de Rome de 1957 a tout de suite cherché à s'élargir. Après de nombreuses difficultés et des veto réciproques, elle a réussi à garantir l'adhésion, en 1973, de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark. Les processus de démocratisation qui ont caractérisé le Sud de l'Europe dans les années soixante-dix ont conduit ensuite à l'adhésion de la Grèce (1981), du Portugal et de l'Espagne (1986). En 1995, ce fut le tour de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède. À la même époque, l'Europe orientale se démocratisait et de nouveaux pays posaient leur candidature pour entrer dans l'Union.

L'adhésion des États de l'ancien bloc soviétique a suivi un parcours très différent des élargissements qui ont précédé, à cause du nombre des États qui désiraient adhérer en même temps, de l'expérience politique des régimes communistes qu'ils

avaient eue, de la situation économique désastreuse causée par le système de planification centralisé dominant et d'un processus de *state building* en cours.

De manière générale, deux théories expliquent l'élargissement de l'Europe (Mattina, 2004):

1. – une explication intergouvernementale. L'élargissement est le résultat d'une série d'actions et de comportements des États à l'international qui considèrent l'élargissement comme un processus avantageux en termes de développement des marchés et d'augmentation des investissements;

2. – une explication constructiviste. Celle-ci rappelle les valeurs européennes partagées: la démocratie libérale, la paix, le dialogue social. Dans cette optique, il est impossible de refuser l'adhésion d'États qui s'identifient dans la culture européenne et dans cette communauté de valeurs, malgré une longue expérience totalitaire et autoritaire qui les avait mis à l'écart de l'Europe. Si l'on s'en tient à cette deuxième explication, l'élargissement d'aujourd'hui représente donc une réunification de l'Europe après la chute du mur de Berlin et du rideau de fer qui les avait séparés du reste de l'Europe pendant des décennies. Cette réunification ne peut pas être refusée, car elle panse toutes les injustices historiques dont l'Europe occidentale se considère comme responsable (l'abandon de ces pays d'abord dans les griffes du nazisme, puis du communisme) et répond à l'un des principaux objectifs confiés à la Communauté européenne par les pères fondateurs: la pacification du Continent. L'entrée de ces pays d'Europe orientale est donc favorisée, même si tous les paramètres exigés par l'Union n'ont pas été entièrement respectés. À la base du projet d'unification de l'Europe, il y a eu les événements suivants:

1. – le projet européen commence à se développer (fin de la Deuxième Guerre

mondiale), à un moment où les élites politiques essayaient surtout de régler les affaires internes de leur pays. Comme l'ont écrit Flora et Heidenheimer (1981), le *welfare* a pris la place du *warfare*. Il s'agissait d'un processus au retentissement mondial, notamment en Europe, qui a marqué le passage de l'État national libéral à l'État social;

2. – tout cela a été possible grâce aussi à une nouvelle définition des *politiques* internationales: au niveau le plus élevé, la *polity* atlantique, dont l'autorité politique se situait aux Usa et dans l'Otan. Cela soulageait les États et la *polity* européenne naissante de la sécurité et de la défense, deux domaines importants. En ce sens, on peut dire que l'intégration européenne "a pu s'enraciner et se développer à l'intérieur d'une niche protégée sur le plan international et se limiter à des segments de *policy* qui n'étaient pas dominés par des conflits aussi dramatiques et vitaux que ceux existant dans le domaine de la sécurité". L'Europe intégrée est donc favorisée et possible grâce à la communauté atlantique et l'Otan qui lui ont fourni une protection en matière de sécurité. Ce n'est pas un hasard si, au début, l'europhisme et l'américanisme coïncidaient de manière assez étroite (Cotta, 2005, 25).

3. – En Europe, se développent donc trois niveaux de *polity* ayant des frontières différentes, non superposables et mobiles (États, UE, Otan): l'UE, notamment, avec ses élargissements successifs (1973, 1981, 1986, 1995, 2004), a beaucoup modifié et élargi ses frontières.

Ces élargissements, à part le cas de la Norvège qui, à deux reprises (1972 et 1994), a refusé toute hypothèse d'adhésion (malgré les résultats positifs des négociations), n'ont jamais été suivis de "sorties" de la Communauté. Jusqu'à présent, le mécanisme a été de réduire le pouvoir de négociation de ceux qui veulent entrer et d'augmenter les coûts pour ceux qui restent en dehors.

*T*utti vogliono qualche cosa. Ma volere qualcosa non basta. Occorre saper volere: educare la propria volontà, essere in grado di sviluppare una propria autodisciplina. L'educazione della volontà è altrettanto importante dell'ideale che ci si è prefissi o che ci viene dato dalla società.

*N*ous voulons tous quelque chose. Mais vouloir quelque chose ne suffit pas. Il faut savoir vouloir et cela signifie éduquer sa volonté, être en mesure de développer sa propre autodiscipline. L'éducation de la volonté est tout aussi importante que l'idéal que l'on s'est fixé ou qui nous est donné par la société.

*E*verybody is after something. But wanting something is not enough. One must know how to want by educating one's willpower and developing one's own self-discipline. Educating one's willpower is as important as the ideals we aim at, or those that society gives us.

*T*oți vor câte ceva. Dar a vrea ceva nu este suficient. Trebuie să știi să vrei: să-ți educi voința, să fii în stare să-ți impui o anumită autodisciplină. Educația voinței este la fel de importantă ca și idealul pe care ți l-ai propus sau care-ți este dat de societate.

(Tiré de l'ouvrage: Iosif Constantin Drăgan,
Călătorie în timp, Viaggio nel tempo, Journey through time, Milano, 2008).



Prof. Giuseppe Costantino Dragan

SCIENCES POLITIQUES ET ÉTUDES EUROPÉENNES

(Deuxième session)

L'EUROPE FACE AUX QUESTIONS ÉNERGÉTIQUES

FONDATION EUROPÉENNE DRAGAN

Siège de Rome: Foro Traiano, 1/A (Piazza Venezia) - Tél. 06 6797785
Secrétariat général: Milan - Tél. 02 58371400

~ **Entrée libre** ~

Mardi, 27 janvier 2009, 17 h 15

La guerre du gaz.

Les nouveaux patrons de l'énergie, les risques pour l'Italie et l'Europe

Cristina Corazza

Journaliste spécialisée dans les problèmes de l'énergie et de l'environnement
Directeur de la Communication - Autorité pour l'Énergie électrique et le Gaz

Mardi, 3 février 2009, 17 h 15

L'option nucléaire et autres scénarios énergétiques

Prof. Gén. Carlo Jean

Président - Centre d'Études géopolitiques et économiques

Mardi, 10 février 2009, 17 h 15

Quand la terre se rebelle: la crise climatique

Prof. Alessandro Cecchi Paone

Journaliste et divulgateur scientifique

Mardi, 17 février 2009, 17 h 15

Le rébus énergétique.

Perspectives énergétiques mondiales et conséquences pour l'Europe

Prof. Alberto Clò

Professeur d'Économie industrielle et d'Économie des Services publics
Ancien Ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur

Mardi, 3 mars 2009, 17 h 15

Revenir au nucléaire?

L'Italie, l'énergie, l'environnement

Chicco Testa

Managing Director de la Banque Rothschild

Prague: ville-monument de l'histoire de l'humanité

Rencontre avec les institutions italiennes

Franca Vitale Fascetti

Présidente du Club Unesco de Pise

Le Club Unesco de Pise a vécu à Prague de nouvelles expériences très intéressantes. Exceptionnellement, nous avons pu être en contact avec l'ambassade italienne et l'Institut italien de Culture, des rencontres qui se sont révélées fondamentales parmi les différentes opportunités de dialogue et d'échange que cette ville nous a offertes.

Ces institutions, ainsi que l'Institut pour le Commerce extérieur, travaillent en parfait accord avec les organismes institutionnels de la République tchèque et contribuent à mettre en valeur le rôle de l'Italie.

La ville de Prague date du X^e siècle (mais les premières installations humaines remonteraient au paléolithique supérieur).

Carrefour d'échanges commerciaux entre Russes, Slaves, Turcs, musulmans et juifs, elle a aussi joué, pendant des siècles, un grand rôle dans la culture européenne.

Les relations entre les pays de Bohême et l'Italie, déjà bien rôdées sous la dynastie des Luxembourg, atteignent leur apogée, lorsque Charles IV, roi de Bohême depuis 1346 et empereur germanique depuis 1355, établit à Prague le siège du Saint Empire romain germanique.

L'Université, notamment, témoigne de ces relations privilégiées. Fondée en 1348 de par la volonté de ce même monarque, elle attira à la Cour d'illustres hommes de

lettres porteurs, entre autres, des signes avant-coureurs de l'humanisme. Une influence croissante de la culture italienne se manifesterait surtout dans le domaine des Arts sous le règne de Rodolphe II de Habsbourg. En architecture, s'affirme le style "renaissance et baroque".

À la fin du XVI^e siècle, s'établissent de nouveaux équilibres par suite de la fondation, en 1575, de la Congrégation italienne. D'où la construction de la chapelle italienne, premier exemple de chapelle en style italien, et de l'Hôpital des Italiens, siège actuel de l'Institut italien de Culture.

À l'époque, le premier édifice était à vocation religieuse tandis que l'autre a eu une vocation hospitalière en tant que structure socio-sanitaire de 1602 à 1789.

L'Institut italien de Culture a été fondé en 1923. Les hauts et les bas de l'histoire de l'Italie ont fait que ce n'est qu'à la fin des années quatre-vingt-dix que cette institution a pu réellement remplir sa mission: la diffusion de la culture italienne.

Des structures parfaitement adaptées à sa mission et d'amples espaces savamment récupérés lui permettent, comme cela a été dit récemment, "de relier, dans une perspective européenne, les instances et les recherches les plus significatives entre l'Italie et la République tchèque".

Le directeur actuel de l'Institut, monsieur Umberto Rinaldi, en a illustré les mé-

rites avec un enthousiasme communicatif sans cacher toutefois les difficultés d'ordre économique auxquelles il se heurte.

Non loin de là, au pied du château, symbole pendant des siècles des pouvoirs religieux et politiques, au numéro 20 de la rue Nerudova, dédiée au poète Jan Neruda, s'élève dans toute sa majesté le palais Thun-Hohenstein, siège de l'ambassade italienne. Conçu par l'architecte Giovanni Santini Aichel (1677-1723), né à Prague, mais d'origine italienne, il s'impose par une architecture baroque mâtinée d'influences gothiques qui n'est pas sans rappeler celle du Bernin, par ses éléments décoratifs, œuvres de peintres et de sculpteurs ita-

liens, et par la richesse de l'ameublement des salons de réception. Madame Marina Sbordonni, responsable de la section consulaire, nous en a exposé les points forts et leur utilisation en tant que point de référence essentiel. Ces institutions rendent du lustre à l'Italie et aux Italiens vivant dans le pays où ils se sont intégrés de manière responsable.

Du reste, Prague est une ville accueillante et dynamique. Depuis 1992, elle figure dans la Liste du Patrimoine mondial de l'Unesco. La définition que l'on en a donnée, "ville-monument de l'histoire de l'humanité", qui en caractérise les objectifs, lui convient donc très bien.



La vie entre les mains

La chirurgie entre *tèchne* et *éthos*

Giorgio Cosmacini

Médecin et professeur de Théorie et Histoire de la santé
Université Vie-Santé San Raffaele de Milan

Le titre de ma conférence, *La vie entre les mains*, fait allusion à un lieu commun, peut-être empreint de rhétorique. Médecin depuis plus de cinquante ans, je l'ai entendu très souvent, tout en n'étant pas chirurgien, dans des situations qui n'ont rien de rhétorique: "Docteur, ma vie (la vie de mon fils, de ma femme, de mon mari, de mon père, de ma mère) est entre vos mains".

Par contre, le sous-titre de ma conférence renvoie à trois catégories – chirurgie, *tèchne*, *éthos* – liées à la théorie et à la pratique, à la logique et à la morale, et qui demandent à être définies au préalable.

Chirurgie, travail manuel, art empirique et pratique, exercé pendant des siècles par les barbiers dans leurs boutiques ou sur les champs de bataille, un art enseigné non pas oralement, mais par l'exemple, par les maîtres barbiers, par les maîtres de cet art, les chirurgiens.

Un art appris non pas de manière livresque, mais par l'imitation et la répétition des gestes pendant la période d'apprentissage. Un art développé dans les salles d'hôpital et dans les salles de chirurgie où la carrière de l'apprenti passait par différents grades: garçon de salle, sous-barbier, barbier, chirurgien mineur (ou de robe courte), chirurgien majeur (ou de robe longue), proto-chirurgien.

Un art perfectionné dans d'autres salles, celles d'anatomie, où le médecin instruit, mais sans expérience manuelle, déléguait la pratique au chirurgien expert,

mais inculte, en lui faisant découper des cadavres pour découvrir la "fabrique du corps humain".

Chirurgie anatomique donc, pratiquée par une main-d'œuvre illettrée et socialement inférieure, jusqu'à ce que les transformations culturelles et sociales l'aient fait monter dans l'échelle sociale et en aient augmenté la dignité. Le chirurgien s'est instruit et le médecin a développé son habileté manuelle.

La "sainte alliance" entre la pratique de l'un et le savoir intellectuel de l'autre a été scellée, au-delà de toute opposition politique, idéologique et politique, pendant et après la Révolution française.

Anatomie chirurgicale, d'abord, puis chirurgie sur des bases anatomo-pathologiques, physio-pathologiques, expérimentales et scientifiques. La pratique du couteau et du cautère, opérant *cum ferro et igne* depuis l'Antiquité, a abouti à la technologie instrumentale complexe des grands médecins-chirurgiens anglais, français et mitteleuropéens.

Dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, après avoir surmonté les obstacles millénaires posés par la douleur et l'infection, la chirurgie a pris son essor pour les hauteurs qu'elle occupe actuellement. Dès le début du vingtième siècle, le médecin-chirurgien, dont le poids scientifique et technique augmente, est devenu une figure charismatique auréolée de prestige.

Tèchne. Tout comme “chirurgie”, *tèchne* est un mot du grec ancien qui, avant de dire ce qu’il était et ce qu’il est, mérite d’être précisé pour ce qu’il n’était pas et n’est pas. Ce n’était pas la *therapèia* hiératique des prêtres voués à Esculape, le demi-dieu de la médecine et ce n’était pas non plus la *physiologie*.

Possédant sa propre identité et son autonomie, la *tèchne* était loin de ces deux sagesse parallèles – sagesse du sacré et science de la nature – tant sur le plan conceptuel qu’opérationnel.

D’un point de vue identitaire, la *tèchne* était un artisanat, un métier spécifique ou spécialisé dans différents modes opératoires: la *tèchne georgikè* du cultivateur pour que son champ donne de bons fruits, la *tèchne kibernetikè* du marin pour que son bateau arrive à bon port, la *tèchne iatrikè* de celui qui soignait le “soma” et la “psyché” pour qu’ils conservent ou retrouvent leur harmonie réciproque secrète.

Cette dernière, *tèchne* méritoire, exercée par le *iatròs*, était un art du traitement psychosomatique qui avait sa propre épistémologie ou théorie scientifique de l’homme et du monde, sa propre méthodologie ou méthode clinique, sa propre morale basée sur la relation interhumaine, “duelle”, entre le soignant et le soigné et leur communauté d’appartenance.

Cet art possédait à la fois une logique et une éthique: la logique du savoir et du faire, l’éthique du bien faire et de ne pas mal faire.

La *tèchne* originelle ne peut pas se résumer à la technique d’aujourd’hui ou technologie (ces deux termes, bien que formellement différents, se confondent dans le langage commun).

Elle ne peut pas être réduite à la “science appliquée à l’art” (définition donnée à la technologie, en 1855, par George Wilson, premier *Professor of Technology* à l’Université d’Édimbourg), car elle implique l’idée de neutralité de la science, y compris de la

science appliquée, alors que l’idée de valeur, l’idée d’agir pour le bien ou au mieux possible lui est étrangère.

D’à peu près la même époque que la “science appliquée à l’art” du proto-technologue professeur Wilson, date la *Science of morality* théorisée vers 1830 par le moraliste *sui generis* Jeremy Bentham, philosophe de l’utilitarisme, et qu’il appela *Deontology*. Ce nouveau mot, appliqué dans le domaine de la médecine en 1845 par Maximilien-Isidor Simon dans l’ouvrage intitulé *Déontologie médicale*, élabore une nouvelle discipline, la déontologie médicale, qui envisage à la fois les devoirs et “les droits des médecins au stade actuel de la culture au dix-neuvième siècle”.

Cette notion de droits et de devoirs devance le passage de ceux-ci de l’“étiquette” du dix-huitième siècle des “convenances” (concernant les coutumes, les protocoles et les rituels de la profession) à un niveau juridique et éthique beaucoup plus élevé, fait de légalité et de moralité, d’exactitude et d’équité.

L’éthique, liée aux principes, aux comportements et aux moyens du faire médical, est ramenée à l’*éthos* grec ou, ce qui est plus significatif, à *tà ethikà*, à savoir les “choses morales” d’Aristote. Elle est donc un ensemble de concepts et de valeurs avec la même histoire pluriséculaire que la “chirurgie” et la *tèchne*. Tout comme la chirurgie d’autrefois se confronte à celle d’aujourd’hui et tout comme la *tèchne* des origines se confronte avec la technologie actuelle, de la même manière l’“éthique médicale” de toujours et de tout lieu se confronte avec la “bioéthique” d’aujourd’hui, définie comme la discipline où s’élaborent les problèmes moraux des sciences de la vie pour signifier que tout acquis présent ou futur dans le domaine biomédical et, donc, chirurgical aussi, doit être utilisé pour améliorer la qualité de la vie. La qualité de la vie entre les mains. L’histoire de la chirurgie est jalonnée d’es-

sais, elle est marquée de découvertes et couronnée de succès.

Luigi Firpo a écrit dans l'une de ses plus belles pages, en introduction au *Traité sur les devoirs du médecin et du malade* écrit au seizième siècle par Leonardo Botallo, qu'un "empirisme rude, sorti du *en essayant et réessayant* risqué des déshérités, finit par imposer sa méthode à la science officielle, évinça les théories pédantes, abstraites et répétitives élaborées à partir des textes anciens et non pas au chevet des malades, vainquit les superstitions et les lieux communs au banc d'essai de la tentative *in corpore vili* et, au prix d'erreurs et de souffrances sans fin, ouvrit le chemin à la science et à la chirurgie moderne".

L'essai orienta la *découverte* d'Ambroise Paré qui sauvera tant de vies et, à partir de celle-ci, la *conquête* que représentait le fait de soigner les blessures d'arme à feu avec du jaune d'œuf et de l'huile rosat à la place des produits caustiques et, plus tard, en remplaçant l'hémostase provoquée par cautérisation par la ligature des vaisseaux sanguins.

L'expérimentation *in corpore vili* était basée ou guidée par une éthique de l'aide qui se traduisait dans la religiosité confessionnelle du soignant et faisait dire à Paré, chirurgien huguenot, à son roi catholique: "Sire, je soigne, mais c'est Dieu qui guérit".

En essayant et réessayant parmi les risques et les incertitudes, mais sans perdre de vue la religiosité laïque propre de qui-conque soigne vraiment, quatre cents ans après Paré, en 1944, Alfred Blalock effectue la première opération correctrice d'une malformation cardiovasculaire complexe (sténose de l'artère pulmonaire, défaut du septum interventriculaire, hypertrophie du ventricule droit, malposition de l'aorte à droite, phénomènes connus comme "tétralogie de Fallot") et sauve ainsi la vie du premier des nombreux "enfants bleus" auxquels il redonne un teint rose et une assurance de survie et de croissance.

Blalock répondit à ses collègues du Johns Hopkins Hospital de Baltimore qui l'invitaient à renoncer à cette opération risquée (qui, pour certains, profanait le dessein impénétrable de la Divine Providence d'admettre l'*handicap* chez l'homme): "Là où vous voyez des risques, moi je vois des chances".

La chance entrevue par Blalock, calculée suivant "science et conscience" comme on le disait à l'époque, était de pouvoir évaluer, sur la base d'un bilan prudent, les bénéfices de l'opération chirurgicale et les coûts humains si l'on y renonçait.

Douze ans après, en 1956, lors d'une conférence *Sur la nature de la découverte*, Blalock affirmait: "Contrairement à la croyance populaire, il n'y a rien de magique dans la science ni chez les chercheurs. Considérer l'homme de science comme un surhomme qui obtient des résultats importants grâce à la splendeur de son pur esprit est une erreur. Toute personne s'intéressant sérieusement à la science doit avoir l'inspiration et la chance de pouvoir démontrer son habileté. La seule manière de décider si l'on est doué ou non pour la recherche est d'essayer".

En essayant et réessayant était la devise de l'Académie du Ciment, première société scientifique née en Europe, et cette vieille devise se retrouve aujourd'hui dans la recherche expérimentale moderne, translationnelle et clinique, dans un parcours à la fois achevé et à faire – pardonnez-moi la métaphore – le regard fixé sur une étoile polaire qui ne brille que par l'éthique de l'écoute, du consensus, de la durée et du respect dont je vais bientôt parler.

Les cinquante ans qui séparent la fin de la Deuxième Guerre mondiale de la fin du deuxième millénaire de l'ère chrétienne sont une période cruciale pour la chirurgie qui a connu un essor prodigieux grâce à la *révolution technologique* qui a mis entre les mains de l'homme des moyens que son esprit a su utiliser tant au niveau diagnos-

tique que thérapeutique. Différenciation plurispécialisée et progrès scientifique sont les coordonnées à l'intérieur desquelles se dessine la courbe asymptotique d'un développement sans précédent.

Par ailleurs, même pendant cette phase évolutive qualifiée de "miraculeuse", la main et l'esprit du chirurgien maintiennent tous les progrès techniques et toutes les applications sectorielles dans leur dimension humaine. Le chirurgien, suivant en cela la tradition qui est la sienne, reste un acteur qu'aucune machine, quelle que soit son intelligence, ne peut supplanter.

La chirurgie, avant ou plus que toutes ses diversifications spécialisées et hyper-spécialisées, avant et plus que tous les progrès technologiques récents, a pris des formes différentes tant du point de vue de la méthodologie que des objectifs: chirurgie *ablatrice* (faite d'exérèses), *réparatrice* (orthopédique et plastique), *fonctionnelle* (dérivative et dénervative), *corrective* (correction de défauts congénitaux ou acquis), *reconstructrice* et *substitutive* (des prothèses aux greffes d'organes possibles à grande échelle grâce aux progrès de l'immunologie et à la suppression de la réaction immunitaire de rejet).

Parallèlement à la *chirurgie élective*, programmée et intégrée dans l'activité quotidienne des cliniques chirurgicales universitaires et dans les services de chirurgie hospitaliers, la *chirurgie d'urgence* a acquis son autonomie et sa dignité. Aujourd'hui, l'étude physio-pathologique des adaptations de l'organisme face aux événements paroxystiques lui a donné une base scientifique, de même que les expériences acquises – hélas – pendant les guerres (ce qui prouve qu'un mal comme la guerre peut engendrer – diraient les théologiens – le bien).

Par ailleurs, la "révolution technologique" a favorisé l'utilisation récurrente d'activités auxquelles la chirurgie donne son aval: l'endoscopie *fonctionnelle*, la ra-

diologie *interventionnelle*, la technique *mini-invasive*, sans compter la *day surgery*, une pratique désignée par un binôme lexical anglophone de plus en plus en vogue.

Pour conclure, rappelons que de nombreux actes chirurgicaux se font sans effusion de sang, d'abord grâce au *bistouri électrique* dont l'effet diathermique a associé l'"effet coupe" à l'"effet coagulation" et, ensuite, grâce au laser dont le rayon à énergie élevée et concentrée a permis de sectionner les tissus biologiques ou, vice versa, de suturer leurs lésions minimales.

Aujourd'hui, dernière nouveauté, la chirurgie dispose d'un *cyberknife*. Il s'agit d'un robot radio-chirurgical spécial, doté d'un système de ciblage sophistiqué basé sur des bio-images, qui ouvre la voie à la *biorobotique* et à la *téléchirurgie*.

Aujourd'hui, surtout, se profile à l'horizon une technique d'avant-garde, la "chirurgie régénératrice", une technique basée sur l'hétéogreffe ou l'autogreffe de cellules souches. Pour les gens de ma génération, c'est vraiment le cas de dire: "Qui vivra verra".

Dans ce panorama à la fois technique et humain qui, du présent, s'engage dans l'avenir, peut-on imaginer que l'éthique va s'effacer sans état d'âme ?

Je pense que l'éthique, aujourd'hui comme demain, doit s'imposer surtout comme catégorie du *respect*. La philosophie nous signale une éthique du respect en tant qu'actualisation de la *pietas* antique (Roberto De Monticelli, *L'ordine del cuore*, Milan, 2008). Elle nous rappelle qu'Emmanuel Kant a défini le respect pour l'autre par un mot qui, ici à Rome, dans les années 43-44, avait une connotation sinistre: *Achtung*. Mais ce mot, au-delà de ce qu'il peut évoquer de cruel dans ce contexte, signifie "attention" et Kant l'associait à *Ehrfurcht*, qui signifie "vénération": un respect, une attention et une vénération qui, chez Kant, ont une valeur universelle, tout comme a



*Le prof. Giorgio Cosmacin
au siège de la Fondation Européenne Dragan de Rome*

une valeur universelle la loi morale qui résonne comme un impératif catégorique dans la conscience de chacun, d'autant plus s'il est médecin.

En médecine et en chirurgie, cette nouvelle *pietas* signifiant "respect du malade", "attention pour ses souffrances", jusqu'à "vénération pour ses souffrances" (des souffrances qu'il faut respecter tout en supprimant la douleur physique) est à la base d'une *éthique ad personam* qui peut se manifester de trois manières différentes: comme éthique de l'écoute, comme éthique du consensus et comme éthique de la durée.

Comme *éthique de l'écoute*, c'est l'écoute du malade qui associe l'objectivation physio-pathologique et clinique de la maladie à la subjectivité du patient, obtenue non seulement grâce à l'anamnèse, mais aussi à la recherche du sens qu'il donne à sa vie.

Comme *éthique du consensus*, c'est l'information qui, du patient, à travers les données subjectives et objectives, revient au patient aux moments décisifs de

la "vérité au malade" et du "consentement informé", celui-ci étant donné par le malade et obtenu par le médecin après une approche globale du problème, non pas donné et obtenu de manière bureaucratique, mais partagé en tant qu'acte éthique finalisé à la protection des besoins et des droits du malade et pas seulement à l'autoprotection d'une tendance ou tension professionnelle, obligée, hélas, à s'inquiéter

d'un éventuel contentieux judiciaire.

Comme *éthique de la durée*, enfin, c'est soigner sans échéance, avec mesure: sans le critère objectif, physique, scandé par la pendule, mais avec la règle d'or du temps nécessaire, humain, dilaté, justement, en "durée", comme nous l'a enseigné Henri Bergson dans *Matière et mémoire*. Dans les heures interminables de la maladie ou dans les heures fugitives d'une "vie qui arrive à son terme", on récapitule la vie du malade et on mesure la qualité non technologique, mais humaine du chirurgien qui l'aide de son mieux comme il peut et sait le faire.

La chirurgie est un art noble qui s'appuie sur une technologie avancée, en pleine évolution qui lui est propre. Pétrie de science appliquée, la chirurgie possède sa propre épistémologie faite d'une connaissance biomédicale de plus en plus approfondie, mais c'est aussi un art noble qui trouve sa noblesse dans le fait d'être exercé dans un monde de valeurs humaines sans lesquelles celui-ci se mentirait à lui-même.

Lettre au *Bulletin européen*

Monsieur*,

Permettez-moi de vous exprimer mon chagrin pour la perte du professeur Giuseppe Costantino Dragan.

Depuis de nombreuses années, je participe aux rencontres organisées par la Fondation Européenne Dragan à son siège de Rome du Foro Traiano et je les ai toujours trouvées très intéressantes.

J'ai commencé à "connaître" la Fondation lorsque j'étais étudiante et, aujourd'hui encore, alors que je prépare une thèse en Histoire des Doctrines politiques à la Faculté des Sciences politiques de l'Université "La Sapienza" de Rome, je continue à assister aux conférences et aux rencontres organisées tous les ans par la Fondation.

Elles me permettent d'approfondir ma connaissance de certains problèmes internationaux, de me mettre à jour en matière de politique étrangère, ainsi que d'avoir accès à des sources documentaires indispensables pour un chercheur ou pour un amateur de culture.

J'ai reçu le numéro de septembre du *Bulletin européen*, que je lis toujours avec la plus grande attention, où j'ai eu la douleur d'apprendre la disparition de celui qui a fondé tout ce dont nous faisons partie actuellement.

Les mots sont impuissants à exprimer la perte d'une personne d'une telle envergure, dont les qualités et les compétences étaient hors du commun. Bien que je sois sûre qu'il restera toujours parmi nous, nous sentirons tous le vide de son absence.

Par ailleurs, le mardi 11 novembre, j'ai assisté à la première rencontre qui inaugure les conférences de Sciences politiques au siège de Rome de la Fondation et j'ai vu avec émotion le film retraçant la vie du professeur Dragan.

Il me semble "étrange" qu'il ne soit plus... Peut-être, pour diminuer la douleur d'une telle perte, devrions-nous penser qu'il est maintenant loin de nous pour avoir entrepris un autre voyage...

Quoiqu'il en soit, il nous a tant laissé et son souvenir est lié au respect des valeurs de la vie et à sa volonté de créer un monde communautaire où la culture représente la base d'un patrimoine partagé.

En vous remerciant de l'attention que vous avez bien voulu m'accorder, je vous prie d'agréer mes salutations distinguées.

Emanuela Ferrari

* Lettre envoyée à la direction du *Bulletin européen*, le 13 novembre 2008.

De Bruxelles à Strasbourg

Compte rendu de l'activité communautaire

par Linda Paz

RUSSIE: "QUELLE ILLUSION "

6 septembre – Cernobbio – “Nous avons cru que la Russie était un bon partenaire et qu'elle s'orientait vers la démocratie. Nous devons reconnaître qu'il n'en est pas ainsi. Depuis des décennies, personne, en Europe, n'avait envahi un pays voisin, mais la Russie l'a fait”. C'est en ces termes que l'ancien chancelier autrichien Wolfgang Schussel s'est adressé aux leaders européens réunis à la Villa d'Este. Après la dramatique affaire du Caucase – qui a culminé au mois d'août dernier avec l'invasion russe en Géorgie – tous ceux qui nourrissaient encore quelques illusions sur la nature “démocratique” du pouvoir de Moscou ont dû revoir leurs positions. Nos fidèles lecteurs peuvent constater que le *Bulletin européen* n'a jamais hésité à dénoncer la nature impérialiste et antidémocratique de la politique russe. Avoir accepté la Russie dans le Conseil de l'Europe s'est révélé très tôt un pari perdu. Le processus de mise en place des règles démocratiques a toujours été plus apparent que réel. La politique brutale appliquée en Tchétchénie était une nouvelle preuve de la nature du pouvoir de Moscou, mais on n'a pas voulu non plus voir ou admettre tout ça, car la Russie était et reste, de toute manière, un partenaire économique important. Tout ceci ne peut pas suffire. Il faut trouver d'autres alliances et d'autres partenariats basés non sur de simples intérêts économiques mais sur des principes de fond partagés. Il faut reconnaître à Schussel le mérite d'avoir parlé avec courage, en présence de Arkadi Dvorkovitch, conseiller de Medvedev, sur la question énergétique aussi: “Nous devons adopter une stratégie cohérente dans le domaine énergétique parce que la Russie est en train d'utiliser l'énergie comme instrument de politique étrangère. Nous avons sous-évalué la peur que les petits pays de l'ex-Urss éprouvent encore à l'égard de Moscou”. Mario Monti, ancien commissaire UE a ajouté: “Il est évident que la déception que nous éprouvons devant l'attitude russe doit nous faire réfléchir”. En attendant, l'UE a décidé d'envoyer un contin-

**Après l'affaire
du Caucase**

**Mario Monti: “une
déception qui doit
faire réfléchir”**

gent pour contrôler le retrait des troupes russes des territoires occupés en Géorgie avec l'invasion commencée le 8 août dernier, la veille des olympiades de Pékin.

LA CRISE FINANCIÈRE AU CENTRE DU SOMMET UE DE BRUXELLES

Chute des bourses irrépressible

15 octobre – Les bourses mondiales continuent à baisser: de nouvelles baisses entre 3 et 8 % en une seule journée. Alors que l'écroulement de la finance se globalise, le spectre de la récession se profile à l'horizon. La volatilité est très élevée, avec des chutes brutales suivies de quelques hausses. Mais la valeur des bourses est en forte baisse et, au sommet européen de Bruxelles, le président en charge de l'UE, Nicolas Sarkozy, a pris acte de la nécessité de refonder le système mondial de la finance: "Cette crise est la crise de trop. Il faut refonder le système et cette refondation doit être globale". Sarkozy a ajouté que "aucune institution financière ne devra échapper à la régulation ni à la surveillance". Le président a précisé qu'il n'y aurait aucune exception à cette surveillance: ni les fonds spéculatifs, ni les centres off-shore, ni les agences de rating, ni les pays émergents et que tous devront être associés dans l'effort pour éliminer toutes les zones d'ombres qui, aujourd'hui, compromettent toutes les tentatives de coordination.

BARACK OBAMA: "L'AMÉRIQUE EST LE PAYS OÙ TOUT EST POSSIBLE"

Le nouveau président américain

4 novembre – Chicago – Barak Hussein Obama est le 44^{ème} président des États-Unis d'Amérique. Cent cinquante ans après l'abolition de l'esclavage aux Usa, Obama est le premier noir à occuper la plus haute charge de l'État, ainsi un tabou est tombé. L'élection d'Obama constitue un tournant dans l'Histoire et pas seulement dans l'Histoire américaine. Elle correspond au besoin de changement que l'on sent partout. Après la victoire de Chicago, le nouveau président a réitéré la promesse de changement qui a été au cœur de sa campagne électorale. En cette période de crise globalisée, on s'attend à ce que le nouveau président américain prenne des décisions à la hauteur des défis.

SOMMET DU G20: REVOIR LES RÈGLES DE LA FINANCE MONDIALE

15 novembre – Washington – Le sommet des 20 pays les plus industrialisés du monde et des plus importantes économies émergentes a tenu une réunion extraordinaire pour affronter la crise financière globale. Le but était de définir et de coordonner des mesures pour stimuler l'économie et établir des règles plus

**Avant
le 31 mars 2009**

strictes pour les marchés financiers. Le G20 s'est donné comme objectif d'arriver au 31 mars 2009 avec de nouvelles règles. Pour l'instant, les pays sont en train d'adopter des mesures chacun de leur côté, le résultat étant que celles-ci sont peu coordonnées entre elles et de caractère régional. Les nouvelles règles devront répondre aux critères fondamentaux suivants: renforcement de la transparence (avec davantage d'informations sur les produits financiers complexes à l'origine de l'instabilité des marchés), davantage de contrôle du respect de la réglementation (y compris celle sur le travail des agences de rating), promotion de l'intégrité des marchés (avec prévention des fraudes et des manipulations), renforcement de la coopération internationale entre les autorités de surveillance de chaque pays et les responsables de la supervision des différents segments de marché, réforme des institutions financières internationales (Fmi et Banque mondiale).

LE TERRORISME ENSANGLANTE L'INDE

**200 morts
à Mumbai**

26 novembre – Mumbai (ex Bombay) – Le terrorisme a frappé la capitale économique indienne. Pendant trois jours, Mumbai a été victime d'une série d'attentats contre les gares, les sites touristiques et les hôtels. Le bilan est très lourd avec plus de 200 morts, dont 22 étrangers, et 295 blessés. Les auteurs de ces attentats, dont 9 ont été tués et un fait prisonnier, disposaient d'explosifs en quantité suffisante pour faire sauter l'hôtel Taj Hotel, une réplique de l'attentat dramatique dirigé contre le Marriott d'Islamabad de septembre dernier. Le terroriste arrêté, Azam Amir Qasab, est un jeune pakistanais et il aurait admis devant les enquêteurs indiens faire partie du groupe fondamentaliste pakistanais Lashkar-e-Taiba (LeT), très actif au Cachemire, et s'être entraîné au Pakistan. Des sources de *l'intelligence service* américaine citées par le *New York Times* ont, elles aussi, avancé le nom de cette organisation terroriste.

**Le Bulletin européen est une tribune libre fondée en 1950 par J. Constantin Dragàn
pour le développement du débat sur l'Europe.**

**Les opinions qui sont librement exprimées par les auteurs,
ne correspondent pas obligatoirement à celles de la revue.**

Bulletin européen

ISSN 0407-8438

Edizioni Nagard s.r.l.

Poste italiane Spa - Spedizione in abb. post. - D.L. 353/2003
(conv. In L. 27/02/2004 n. 46) art. 1, comma 1, DCB Milano

Direttore Responsabile: Guido Ravasi

Direzione e Redazione: Via Larga 9 - 20122 Milano

Tel. 02 58371400 - Fax 02 58304790 - bulletineuropeen@fondazioneDragan.org

Registrazione Tribunale Milano n. 390 del 3-6-1998

Stampa: Litografia Solari - Peschiera Borromeo (MI)

Associato all'U.S.P.I.

Date de clôture en rédaction: 10 décembre 2008





... si la *Communauté économique européenne* est la base de l'unification de l'Europe, la *Communauté culturelle* en permettra sa réalisation durable.

SOMMAIRE

Maria Grazia Melchionni: Complexité et précarité de la situation géopolitique en Méditerranée.....	1
Pietro Grilli di Cortona: Le retour de l'Europe centro-orientale dans l'espace commun européen	6
Giuseppe Costantino Dragan: Expériences de vie	10
Franca Vitale Fascetti: Prague: ville-monument de l'histoire de l'humanité.....	13
Giorgio Cosmacini: La vie entre les mains	15
Emanuela Ferrari: Lettre au <i>Bulletin européen</i>	20
Linda Paz: Compte rendu de l'activité communautaire	21